

LE STATUT DU KOSOVO : ENJEU DES ELECTIONS SERBES

Jacques Rupnik

Directeur de recherche CERI/Sciences Po

L'Union Européenne a sous estimé la force du nationalisme serbe, et la résistance russe, face à une possible indépendance du Kosovo. Indépendance qui sera l'un des enjeux du scrutin présidentiel qui se déroulera prochainement à Belgrade.

Il y a un an, en janvier 2007, la Serbie organisait des élections législatives dont l'enjeu majeur, était présenté comme le rapport de force entre d'une part les forces démocratiques et pro-européennes représentées par le Parti démocratique du président Boris Tadic allié au Parti démocratique de Serbie de Vojislav Kostunica et, d'autre part, les forces du nationalisme autoritaire représentées par le parti Radical de Vojislav Seselj (en prison au Tribunal Pénal International de la Haye) et les rescapés du parti socialiste en quête d'un après-Milosevic. Pour l'Union européenne (UE), l'élection revêtait une importance particulière puisque, disait-on, une victoire des démocrates de Tadic créerait des conditions politiques favorables à une solution du statut du Kosovo dans le cadre du plan Ahtisaari soutenu par les Européens.

Comme prévu, les ultra-nationalistes du parti Radical l'emportèrent, mais incapables de trouver des partenaires pour une coalition ils furent une fois de plus, contraints à rester dans l'opposition. Le président Tadic fut donc le second vainqueur du scrutin, loin devant Kostunica qui demeura cependant premier ministre d'un gouvernement de coalition. Le scénario anticipé par l'UE semblait se réaliser : offrir une perspective européenne aux démocrates serbes en signant un Accord de Stabilisation et d'Association du pays avec l'Union, afin d'obtenir en échange un consentement, même tacite et réticent, au plan Ahtisaari pour une « indépendance sous supervision internationale » du Kosovo...

Ce scénario cependant ne s'est pas réalisé. Et un an après, l'Union se trouve à la veille d'une élection présidentielle en Serbie, mais cette fois sans partenaires à Belgrade pour soutenir son projet au Kosovo. Le règlement consensuel s'éloigne et la question kosovare fait son retour non seulement comme objet de surenchères dans la campagne électorale en Serbie, mais aussi comme litige qui divise le Conseil de Sécurité de l'ONU et fissure l'unité européenne.

Comment en est-on arrivé là ? Une erreur de jugement concernant la politique serbe et un tournant dans la politique russe sont l'explication principale.

La politique serbe, en effet, n'oppose pas des nationalistes archaïques à des démocrates tournés vers l'Europe, mais bien différentes composantes de la famille nationaliste. A côté des nationalistes radicaux qui font de la reconquête du Kosovo un objectif prioritaire, il y a des nationalistes conservateurs (Kostunica) intransigeants sur la question du Kosovo et plus généralement sur la « défense des intérêts serbes », et enfin des nationalistes modérés (alliés à des économistes libéraux) qui tentent de concilier la poursuite de réformes économiques et la défense de la position classique de la Serbie sur le Kosovo : « Plus que l'autonomie et moins que l'indépendance ».

Il existe entre ces différents courants des divergences sur les moyens (ce qui n'est pas négligeable), mais pas sur les finalités de la position serbe sur le Kosovo. Car après l'éclatement de la Yougoslavie, puis en mai 2006 la séparation volontaire du Monténégro, petite république de 650 000 habitants unis par la langue et la religion aux Serbes, le « statut du Kosovo » n'est qu'une autre manière d'aborder la question du « statut de la Serbie ». Tant que les frontières de celle-ci ne seront pas clairement définies, il y a fort à parier que la question du Kosovo demeure au centre de la compétition électorale et continue à fausser la recomposition politique de l'après-Milosevic.

Cette régression de la politique serbe, prise au piège depuis vingt ans de la question du Kosovo a été rendue possible par le durcissement de la politique de la Russie. En effet l'application du plan Ahtisaari préconisant une indépendance du Kosovo sous supervision internationale dépendait de l'adoption par le Conseil de Sécurité de l'ONU d'une nouvelle résolution remplaçant la 1244 adoptée au lendemain de l'intervention militaire de l'OTAN en juin 1999. Or la Russie s'y est opposée. Ce faisant, elle poursuit des objectifs qui n'ont pas grand-chose à voir avec un soutien indéfectible aux « frères slaves et orthodoxes » que sont les Serbes. Il s'agit avant tout de montrer qu'après une décennie suiviste de Moscou par rapport aux Occidentaux, la Russie est de retour dans les Balkans et sur la scène internationale. Aucun problème majeur, du Kosovo jusqu'à l'Iran, ne peut aujourd'hui être résolu sans la Russie de Poutine. Deuxième message russe aux Occidentaux : quand vous évoquez nos « conflits gelés » dans le Caucase (Abkhazie et Ossétie du Sud) ou en Moldavie (Transnistrie) pensez d'abord aux vôtres (Kosovo). Les solutions que vous

préconisez ici peuvent devenir des précédents là. Or Moscou n'a aucun intérêt à résoudre ces « conflits gelés », mais à les entretenir comme leviers de son influence régionale.

Le blocage serbo-russe du règlement de la question du Kosovo a plusieurs conséquences pour la région et pour l'UE. En l'absence de cadre garanti par la légalité internationale, une déclaration unilatérale d'indépendance par le parlement du Kosovo peut conduire à des scénarios à hauts risques. Certains éléments de la minorité serbe du Kosovo organisés ou manipulés par Belgrade, peuvent provoquer des incidents sensés justifier la création d'une « Republika Srpska » bis sur le territoire du Kosovo (autour de l'enclave de Mitrovica). Parallèlement, Belgrade encourage les Serbes de Bosnie à défier ouvertement l'administration internationale dont le mandat expire en juin 2008.

Sans résolution de l'ONU l'unité de l'UE derrière le plan Ahtisaari se fissure. Les Grecs et Chypre sont parmi les premiers à soutenir Belgrade. Faute d'unanimité le Conseil européen de décembre 2007 a cherché à limiter les dégâts : ceux qui refusent de reconnaître l'indépendance du Kosovo ne s'opposeront pas au déploiement du dispositif européen (police administration) sensé encadrer les lendemains de l'indépendance. L'Union entend mettre en place les moyens nécessaires pour accompagner un processus concerté de reconnaissance du Kosovo et adresse un message pour le nouveau gouvernement issu des urnes au Kosovo : pas de déclaration d'indépendance précipitée avant les élections serbes du début 2008 afin de ne pas favoriser une victoire des « nationalistes » à Belgrade...